



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°4862 - VENDREDI 18 OCTOBRE 2024

FEUILLETON FECOFOOT

La Fifa menace de suspendre le Congo

La Fédération internationale de football association (Fifa) a brandi la menace de suspendre le Congo si, dans huit jours, le comité ad hoc de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) ne libère pas le siège qu'il occupe ainsi que les autres installations au profit du comité exécutif de l'institution sportive nationale reconnue de droit par les instances africaines et internationales. « A défaut de recevoir sous huitaine une confirmation que les directives ci-dessus ont été mises en œuvre, nous serons dans l'obligation de soumettre le présent cas au Conseil de la Fifa pour considération et prise de décisions y compris une possible suspension », indique un courrier de la Fifa du 16 octobre.

Page 11



Siège de la Fécofoot

FINANCES PUBLIQUES

Les administrations peinent à exécuter le Code de transparence



Les participants/Primature

La mise en œuvre du Code de transparence et de responsabilité dans les administrations publiques n'est pas à la hauteur des

attentes, si l'on se réfère aux données de l'évaluation présentée hier à Brazzaville par la Commission nationale de transparence

et de responsabilité dans la gestion des Finances publiques. « Nous avons constaté que la plupart des administrations n'appliquent pas encore le Code de transparence et de responsabilité sept ans après sa promulgation », a révélé l'expert en budget programme, Ruffin Baghana.

Page 3

DISPARITION

Henri Germain Pela Yombo s'en est allé

Un des grands mécènes et promoteurs culturels de la musique congolaise dont la réputation a dépassé les frontières nationales, Henri Germain Pela Yombo, dit "Beethoven", est décédé le 16 octobre à Paris en France, à l'âge de 64 ans, des suites d'une longue maladie.

Page 16



LANGUE ITALIENNE

Le livre au cœur de la quatrième édition

La ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, patronne aujourd'hui à Brazzaville une conférence-débat sur la Semaine de la langue italienne dans le monde. Cette année les intervenants travailleront sur le thème « L'italien et le livre : le

monde entre les lignes ». Cette thématique valorise d'une part le rôle du livre comme véhicule privilégié du patrimoine linguistique culturel et des valeurs italiennes ; d'autre part, la vitalité du secteur éditorial de l'Italie, première industrie créative de cet État européen.

Éditorial

Marché du travail

Page 2

ÉDITORIAL

Marché du travail

La population en âge de travailler augmente à un rythme exponentiel au regard du nombre des promotions qui sortent chaque année des instituts et écoles de formation. Vu la longue liste des finalistes, le défi de l'accès des jeunes à des emplois de meilleure qualité et bien rémunérés suscite de nombreuses interrogations au point où l'apport du secteur privé doit être de mise pour garantir tant soit peu l'adéquation formation-emploi.

À l'heure de l'économie numérique et de la transition verte, tirer parti des débouchés qu'offrent ces deux secteurs porteurs est indispensable si l'on veut combler le déficit constaté en matière d'emploi des jeunes de plus en plus tournés vers la fonction publique, principal employeur de la nation. Il est également essentiel de soutenir l'entrepreneuriat et les nouvelles startups, de permettre aux petites entreprises de se développer, et aux plus grandes de prioriser l'emploi afin que les détenteurs de diplômes qualifiés trouvent enfin des opportunités sur le marché du travail.

Le problème étant au cœur des préoccupations des plus hautes autorités congolaises, œuvrer davantage à l'amélioration du climat des affaires pour attirer des porteurs des capitaux capables de faire jouer au privé son rôle de créateur d'emplois devient une urgence. Un préalable nécessaire pour favoriser l'insertion professionnelle des milliers de personnes qui n'attendent qu'un emploi même partiel.

Comme l'a souligné le président de la République dans son message sur l'État de la nation, le 14 août dernier, l'emploi et l'entrepreneuriat doivent faire partie des priorités de l'heure face aux attentes des jeunes appelés à prendre le relais de leurs aînés pour contribuer au développement et à la modernisation du pays. Il s'agit donc, à tous les niveaux, de donner la chance aux jeunes d'exercer sans trop attendre dans les domaines de leurs compétences.

Les Dépêches de Brazzaville

COMITÉ PCT POTO-POTO

Les présidents des cellules édifiés sur l'idéologie du parti

Le président du comité du Parti congolais du travail (PCT), section Poto-Poto, Constant Ferréol Ngassakys, a organisé récemment une rencontre spéciale avec les présidents des cellules et sections de son entité politique pour les édifier sur les fondamentaux du parti.

Une trentaine de membres du PCT, de l'Organisation des femmes du Congo et de la Force montante congolaise venus des vingt et une sections du comité Poto-Poto ont pris part à cet échange politique. À l'occasion, l'orateur a fait aux participants un bref aperçu de l'histoire du PCT, depuis sa création jusqu'à nos jours. Il ressort que le Parti congolais du travail a été fondé en 1969 par Marien Ngouabi, qui a été élu président du comité central lors du premier congrès constitutif tenu du 29 au 31 décembre de la même année.

Ce congrès constitutif, précisait un ancien du parti qui a animé un exposé, avait occasionné la mise en place d'un tout premier bureau politique du parti, composé de huit membres et dirigé par lui-même Marien Ngouabi, en qualité de président du comité central.

Sa création, a-t-il poursuivi, était rendue possible par le mouvement des trois glorieuses des 13, 14 et 15 août 1963. C'est de là que le PCT s'était doté de l'idéologie Marxiste-Léniniste.

En décembre 1990, à la faveur du 4e congrès extraordinaire qui a permis l'élection d'Edouard Ambroise Noutzalaye comme secrétaire général, a martelé le conférencier, ce parti change d'idéologie et adopte la social-démocratie. Il cesse d'être un parti d'avant-garde et devient, par



Constant Ferréol Ngassakys s'adressant aux présidents des cellules et sections Adiac

conséquent, un parti de masse. Chemin faisant, le PCT a vite grandi et s'est imposé jusqu'à la conférence nationale souveraine de février 1991, qui a ouvert le Congo au multipartisme, à une nouvelle ère politique.

Malgré cet intermède politique, le PCT s'est imposé de plus bel et devient jusqu'à ce jour la première formation politique du Congo. Lors du congrès tenu du 24 au 26 mai 2013 à Brazzaville, le parti décide de créer deux unions catégorielles : l'Organisation des femmes du Congo et la Force montante congolaise.

Comment convoquer et animer une réunion ?

Pour promouvoir la discipline au sein du parti, le comité PCT Poto-Poto a saisi l'occasion pour montrer aux présidents des cellules et sections le processus de convocation des réunions politiques au sein du parti et comment

les diriger. Il en est ressorti que les réunions ne se convoquent pas en désordre, mais selon les règlements du parti. Nous sommes membres du PCT, le comité a voulu vous édifier sur la définition d'un parti politique. Il est surtout question de vous parler de la création de notre formation politique, mais aussi et surtout de vous montrer la procédure de convocation et d'animation des réunions politiques au sein de notre parti. Même si ces réunions sont tenues, vous devez savoir comment rédiger les rapports ou les communiqués finaux, soulignait Constant Ferréol Ngassakys aux participants.

Il leur a aussi édifié sur le processus électoral au sein du PCT. Ce processus est dirigé par le comité d'investiture et aucun membre n'a le droit de se déclarer candidat à son gré sans qu'il ne soit retenu par cette instance spéciale.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara, ,

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

FINANCES PUBLIQUES

Les administrations peinent à appliquer le Code de transparence

Les statistiques de l'évaluation de la mise en œuvre du Code de transparence et de responsabilité dans les administrations, restituées le 17 octobre à Brazzaville, en présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, au cours de l'atelier de validation du Plan stratégique de la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR), ne sont pas à la hauteur des attentes des pouvoirs publics.

L'expert en budget programme, Ruffin Baghana, qui a présenté les résultats de cette évaluation soumis à la validation jusqu'au 19 octobre, a déploré le fait que la réponse des administrations dans les ministères et les établissements publics n'a pas vraiment été à la hauteur. « Globalement, nous avons constaté que la plupart des administrations n'appliquent pas encore le code de transparence et de responsabilité sept ans après sa promulgation par le président de la République. Il y a une grande disparité entre les administrations. Les administrations centrales appliquent mieux que les autres établissements publics ou les collectivités locales. Il y a plus de 70% de personnes interrogées qui ont répondu n'avoir jamais entendu parler du code de transparence et de responsabilité », a-t-il déploré. En effet, sur les 146 administrations confondues (administrations centrales, établissements publics, collectivités locales), seulement 44, soit 30% ont répondu. Sur trente-huit ministères que compte le gouvernement, dix seulement ont répondu ; sur vingt institutions huit seulement ont été évaluées. Sur 49 établissements publics, dix-sept ont répondu et sur 26 collectivités locales, seulement huit ont ré-

pondu. « Il n'est pas possible de basculer dans un système de budget programme si les dispositifs de transparence et de responsabilité sont inopérants. Nous invitons les administrations à travailler conjointement avec la CNTR pour réussir cet objectif. Dans les pays où on a négligé l'application du code de transparence, les effets sont plus pervers que dans les systèmes de budget de moyen dans lequel nous sommes. Cela à cause du caractère déconcentré de la dépense », a recommandé Ruffin Baghana.

Le président de la CNTR, Joseph Mana Fouafoua, a rappelé que son institution se place dans le sciage du plan stratégique 2020-2029 de la réforme des systèmes de gestion des finances publiques du pays. Une réforme appuyée par les lois portant orientation de la performance de l'action publique et de la réforme de l'Etat. Selon lui, l'une des missions les plus importantes de la CNTR est de veiller à la stricte application du code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques. « Le plan stratégique 2025-2029, objet de notre atelier, vise à concrétiser les principes édictés par cette loi et à veiller à leur application dans l'ensemble des



Le présidium; les participants/Primaire

administrations publiques. Sa réussite dépendra de l'implication de tous. Chaque entité doit se sentir concernée par cette démarche et s'engager à respecter les principes du code de transparence. Les partenaires techniques et financiers ont également un rôle crucial à jouer en accompagnant la CNTR tout au long de sa mise en œuvre », a-t-il rappelé.

Faciliter l'action de la CNTR

Présidant les travaux, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé que la gouvernance financière constitue la douzième bataille du programme d'action du gouvernement et la bonne gouvernance exige que l'orthodoxie, la transparence, la responsabilité et la redevabilité dans la gestion de nos finances publiques

soient érigées en principes cardinaux. « Pour le moment, le gouvernement met actuellement des réformes dans les administrations en charge des finances publiques. Parmi ces réformes, le passage du budget moyen au budget programme... Ce nouveau mode de gestion de nos finances publiques, avec l'appui de la CNTR, reflète cette volonté marquée de moderniser et d'améliorer notre gouvernance financière. Il ne s'agit plus simplement de dépenser, mais de faire de manière à atteindre des objectifs clairs, mesurables, mais en accord avec les priorités nationales », a-t-il rappelé.

Le chef du gouvernement s'est, par ailleurs, félicité de ce que la CNTR s'érige en pionnier dans la quête des performances des

institutions nationales. Conscient des défis auxquels la CNTR est confrontée dans la tenue des enquêtes auprès des entités publiques, il a déclaré que le faible taux des renseignements reçus et les insuffisances constatées dans la mise à disposition des éléments de preuves pour soutenir les informations fournies constituent des préoccupations majeures, limitant la capacité de cette institution à remplir pleinement sa mission et à offrir une évaluation complète de la situation financière nationale.

Notons que cet atelier de restitution et de validation du plan stratégique de la CNTR est organisé du 17 au 19 octobre avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement.

Parfait Wilfried Douniama

KOUILOU

Vers la construction des routes et des ponts

Le président du Conseil départemental du Kouilou, Alexandre Mabiala, a annoncé il y a quelques jours, à l'issue de la cinquième session ordinaire dite administrative de cette assemblée locale, l'exécution prochaine de nombreux travaux qui vont permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants et de donner un caractère plus résidentiel à certaines localités.

Le département du Kouilou recèle de grands atouts qui sont autant de facteurs qui peuvent déclencher un développement équilibré et durable. Malheureusement, les habitants de ce département éprouvent des difficultés à transporter leurs marchandises d'un point A à un point B à cause du manque de routes et des ponts.

Forts de ce constat, les élus locaux ont décidé de redessiner leur département en lui redonnant du souffle mais également de lui rendre un aspect plus attirant, convivial et vivant. C'est ainsi que, lors de la cinquième session ordinaire de leur assemblée locale, ils ont planché sur un projet de modernisation, avec comme priorité la construction des routes et de ponts. « Les habitants du Kouilou se réjouissent de ce que, dans un avenir très proche, un pont moderne va relier les deux rives de la Noubi, avec



Le bac de la Noubi/Adiac

un bac et des quais rénovés dans le district de Nzambi», a dit Alexandre Mabiala. Et pour faciliter le transport des marchandises et la mobi-

lité des personnes, ce projet novateur intègre également la construction de certaines routes et de leur entretien permanent.

Le président du Conseil départemental du Kouilou a annoncé des travaux de bitumage de la route Tandou youmbi, Tchizalamou, d'une distance de 22

km dans le district de Madougou-Kayes, mais également de l'entretien permanent de la route Tandou Youmbi, Tchizalamou, Noubi, Nzambi Poste jusqu'à Tié-Tié par la société Afriwood.

Notons que l'actuel bac de la Noubi, situé dans le Kouilou profond, plus précisément dans la sous-préfecture de Nzambi, ne dispose pas de rampes à l'extrémité permettant ainsi d'embarquer des véhicules. À la place, les passagers utilisent deux planches aux risques et périls des usagers. Ce projet innovant, qui fait déjà sourire la population de cette localité, traduit l'engagement du Conseil départemental de poursuivre la transformation de ce département en grande partie enclavé, dans le but d'améliorer le quotidien de ses habitants et son attractivité.

Hugues Prosper Mabonzo



Appel à Candidatures- Assistant en Suivi, Evaluation et Apprentissage (MEL) pour le Projet CEERC
Le projet CEERC, financé par l'USAID et mis en œuvre par ARD SID, recherche un(e) Assistant Comptable basé(e) à Brazzaville, République du Congo.

Responsabilités :

- Aider à la gestion du CEERC AMELP, y compris la collecte, du stockage, de l'analyse et de l'interprétation systématiques et standardisées des résultats de performance de l'activité ;
- Fournir un soutien aux processus de suivi et d'évaluation (S&E) des activités, y compris la tenue à jour de la base de données S&E du CEERC ;
- Aider à la planification, à l'organisation et à la mise en œuvre du renforcement des capacités de S&E pour le personnel, les sous-traitants, les partenaires et les bénéficiaires ;
- Mener des exercices d'évaluation/vérification de la qualité des données, y compris l'examen des données, entretiens et des rapports ;
- Assister le responsable MEL dans le développement d'outils de suivi et de contrôle des activités et des résultats du projet ;
- Aider le responsable MEL à produire des données liées aux indicateurs du projet précises et fiables pour les rapports trimestriels et annuels.
- Participer à la collecte régulière de données sur le terrain et aux visites de contrôle ponctuelles avec le responsable MEL et/ou de manière indépendante en fonction des besoins du projet ;

Qualifications :

- Master ou supérieur, en économie, S&E, mathématiques, statistiques, et/ou

domaine pertinent ;

- Doit avoir au moins trois (3) ans d'expérience dans le développement et la gestion de programmes MEL pour le développement international, de préférence une expérience avec l'USAID ;
- Expérience en collecte de données mobiles et en gestion de bases de données requise ;
- Une expérience dans l'utilisation de SIG ou de tout autre logiciel de base de données est préférable ;
- Doit avoir des connaissances en informatique (dans les applications Microsoft Office telles qu'Excel, Word, PowerPoint, etc.) ;
- Compétence en analyse de données quantitatives, avec connaissance de logiciels tels que SPSS et/ou Stata

Les candidatures (Lettre de motivation et Curriculum Vitae) sont à adresser, au plus tard le 08/11/2024, à l'adresse suivante : ceerc.applications@tetrattech.com.

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TdRs) du poste à l'adresse suivante : Rue Duplex, Quartier Blanche Gomez, derrière l'ambassade des Etats-unis, Brazzaville République du Congo. Tel : 05 205 02 88 ou par email à l'adresse électronique suivante : victorien.malonga@tetrattech.com.

Appel à Candidatures- Spécialiste Système d'Information Géographique pour le Projet CEERC
Le projet CEERC, financé par l'USAID et mis en œuvre par ARD SID, recherche un(e) Assistant Comptable basé(e) à Brazzaville, République du Congo.

Responsabilités :

- Appuyer les activités du projet CEERC liées à la création d'outils, de formation et de renforcement de capacité sur les systèmes d'information géographique (SIG) pour les bénéficiaires du projet ;
- Coordonner avec les responsables du gouvernement le contrôle de la qualité des produits et des objectifs des activités dérivées des subventions, des contrats et des conseils pour le renforcement de la planification territoriale et de la gestion du territoire dans lequel les (SIG) sont utilisés ;
- Proposer des outils, méthodologies et bonnes pratiques visant l'utilisation et l'exploitation des systèmes d'information géographique dans les collectivités locales bénéficiaires de CEERC ;
- Organiser des formations sur les outils et l'utilisation des systèmes d'information géographique de bureau et des outils Web ;
- Fournir des conseils techniques liés aux systèmes d'information géographique au sein des organisations bénéficiaires et qui collaborent avec le projet CEERC ;
- Collaborer à la préparation de rapports périodiques sur les réussites ;
- Systématiser les processus, en collectant et en analysant le contexte et les situations particulières avec des données qualitatives et quantitatives lorsque cela est nécessaire ;
- Autres activités nécessaires pour atteindre les buts, objectifs et résultats du projet.

Qualifications :

- Diplôme universitaire ou étudiant de dernière année en ingénierie des systèmes, baccalauréat en informatique ou ingénieur agronome

ou domaines similaires ;

- Une expérience professionnelle minimale de 5 ans est requise dans les domaines liés à l'application des systèmes d'information géographique de bureau, Web et mobiles dans des domaines tels que la planification territoriale, la gestion des risques, la gestion des ressources naturelles, les projets d'infrastructure et d'autres sujets liés à la gestion du territoire.
- Expérience dans le développement international, de préférence avec une expérience contractuelle avec l'USAID.
- Une expérience dans l'utilisation de SIG est requise, et la connaissance de tout autre logiciel de base de données est un atout ;
- Connaissances en informatique (Microsoft Office telles qu'Excel, Word, PowerPoint, etc.) ;

Date limite et de dépôt des candidatures :

Les candidatures (Lettre de motivation et Curriculum Vitae) sont à adresser, au plus tard le 08/11/2024, à l'adresse suivante : ceerc.applications@tetrattech.com.

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TdRs) du poste à l'adresse suivante : Rue Duplex, Quartier Blanche Gomez, derrière l'ambassade des Etats-unis, Brazzaville République du Congo. Tel : 05 205 02 88 ou par email à l'adresse électronique suivante : victorien.malonga@tetrattech.com.

Appel à Candidatures- Spécialiste Junior, Genre et Inclusion Sociale pour le Projet CEERC
Le projet CEERC, financé par l'USAID et mis en œuvre par ARD SID, recherche un(e) Assistant Comptable basé(e) à Brazzaville, République du Congo.

Responsabilités :

- * Assurer l'intégration des directives de l'USAID, du gouvernement de la République du Congo et de ARD SID en matière de genre et inclusion des peuples autochtones dans les activités communautaires ;
 - Appuyer les Spécialistes et Responsables techniques, les bénéficiaires de subventions et les partenaires privés et publics à intégrer les analyses et les considérations GESI dans la planification, la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des activités et des résultats attendus.
 - * Collaborer avec l'équipe pour identifier les intérêts et motivations des acteurs du secteur secteur privé à investir plus activement dans les chaînes de valeurs durables dans lesquelles participent majoritairement les femmes et les peuples autochtones.
 - * Collaborer avec les institutions gouvernementales et les partenaires du secteur privé pour examiner les rôles des femmes, des populations autochtones et d'autres groupes marginalisés dans le développement des activités et petites entreprises durables dans les chaînes de valeurs du projet.
 - * Veiller à l'intégration des aspects GESI dans les activités communication du CEERC, contribuer au développement et à l'utilisation des outils de formation formels ou informels ainsi que des matériels adaptés pour des groupes comprenant des femmes, des peuples autochtones et d'autres populations vulnérables.
- Qualifications :**
- * Master en droit, sciences humaines et sociales, agriculture, gestion des ressources naturelles ;
 - * Au moins deux (2) ans d'expérience professionnelle dans le secteur du développement intégrant les questions liées au genre et à l'intégration des peuples autochtones ;
 - * Expérience avec les programmes de l'USAID ou des autres programmes de développement des autres bailleurs internationaux serait un atout ;
 - * Connaissance de base et une formation complémentaire sur les questions liées au genre ;
 - * Excellent français parlé et écrit, connaissance de base en anglais est un atout.
 - * Compétence parfaite des applications courantes de logiciels de bureau (Word, Excel, Power point...) ;

Date limite et de dépôt des candidatures :

Les candidatures (Lettre de motivation et Curriculum Vitae) sont à adresser, au plus tard le 08/11/2024, à l'adresse suivante : ceerc.applications@tetrattech.com.

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TdRs) du poste à l'adresse suivante : Rue Duplex, Quartier Blanche Gomez, derrière l'ambassade des Etats-Unis, Brazzaville République du Congo. Tel : 05 205 02 88 ou par email à l'adresse électronique suivante : victorien.malonga@tetrattech.com.



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Assistant(e) de Projet MEAL pour le Fonds Mondial de lutte contre le paludisme au sein de son bureau à Brazzaville

L'Assistant(e) de Projet MEAL sous la supervision du MEAL Officer aura pour rôle de :

- Appuyer le suivi d'activités du projet sur le terrain et au bureau, en s'assurant du respect des calendriers de mise en œuvre conformément sur le plan détaillé d'activités et du renforcement de l'adhésion aux systèmes pour la mise en œuvre de projets de qualité.
- Coordonner la communication et faciliter le partage d'informations relatives aux activités du projet entre l'équipe du projet, les partenaires de mise en œuvre et les participants au projet au niveau communautaire pour aider les partenaires locaux à renforcer l'intérêt, l'implication et les réseaux d'appui de la communauté.
- Assister dans la mise en œuvre du mécanisme de feedback et réponse (MFPR) du projet. Apporter un soutien pour rechercher activement un feedback des membres des communautés cibles et autres parties prenantes.
- En coordination avec l'équipe du projet FFE/ MGD, appuyer les rencontres de renforcement des capacités relatives au MEAL (formations sur les bonnes pratiques, cibles des ouvrages à construire...)
- Compiler les données MEAL et Logistique fournies au niveau communautaire conformément aux exigences du projet et contribuer à la préparation de rapports.
- Contribuer à l'apprentissage et aux décisions du programme en posant des questions réfléchies, en réfléchissant aux informations venant des membres de la communauté et des partenaires et en les partageant avec la direction du projet.

Formation, expérience et capacités requises

- Bac+2 exigé, Licence souhaitée. Au minimum 2 années de travail ou de volontariat dans le développement dans une organisation internationale est un plus.
- Connaissances en informatique nécessaires :

- outils de rapportage Excel ; power BI ...
- Maitrise du Français, la connaissance de l'Anglais et langues locales serait un atout
- Compétences en observation, écoute active et analyse avec la capacité de porter de bons jugements
- Bonnes compétences en relations interpersonnelles et capacité à interagir efficacement avec des groupes divers
- Proactif, plein de ressources, axé sur les résultats et les services
- Connaissances et maîtrise des outils de ciblage, Application CommCare....

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
 - Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
 - Les copies certifiées des diplômes
 - Certificat de travail/attestation d'employeur
 - Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité
- doit parvenir au plus tard le 24 octobre 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Assistant(e) de Projet MEAL » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.
Représentant Résident

PRÉVENTION DES CATASTROPHES

Le Congo va former les jeunes aux enjeux climatiques

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a suggéré, le 13 octobre, à Brazzaville à la faveur de la célébration de la Journée mondiale de la réduction des risques de catastrophe, de doter la génération actuelle et futures des ressources nécessaires pour bâtir un avenir résilient.

En 2024, cette journée a pour thème « Donner à la prochaine génération les moyens d'un avenir résilient face aux risques de catastrophe ». A l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale de la réduction des risques de catastrophe, le gouvernement congolais conseille de faire face à ces défis avec des stratégies claires, inclusives et durables.

Le thème de cette année reflète un appel à l'action pour garantir un avenir durable aux générations futures. C'est ainsi que le gouvernement a insisté sur la nécessité de renforcer l'éducation et la sensibilisation, notamment auprès des jeunes, qui doivent être au centre des stratégies de réduction des risques de catastrophe. « Donner à la prochaine génération les moyens d'un avenir résilient, c'est investir dès aujourd'hui dans la politique durable, des infrastructures adaptées, mais aussi dans l'éducation environnementale. C'est dans ce contexte que nos enfants doivent être formés aux enjeux climatiques et aux bonnes pra-



La ministre de l'Environnement lisant le message du gouvernement

Adiac-tiques qui permettent de protéger notre planète », a précisé la ministre de l'Environnement.

La République du Congo, comme de nombreux pays à travers le monde, est confrontée à des risques environnementaux croissants exacerbés par le change-

ment climatique et l'exploitation non durable des ressources naturelles. « Le Congo a été témoin de plusieurs catastrophes naturelles dont les inondations, les glissements de terrain, les sécheresses et l'érosion sous toutes ses formes, qui ont affecté des

milliers de nos concitoyens, détruit des infrastructures vitales et compromis notre développement économique », a rappelé la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Former les jeunes

Au Congo, plusieurs actions politiques et des partenariats sont mis en place pour réduire les risques de catastrophe. Le gouvernement congolais a actualisé ses outils nécessaires et efficaces pour réduire les vulnérabilités, tout en intégrant les principes de développement durable dans les secteurs d'activités. « La stratégie nationale pour la prévention et la réduction des risques de catastrophe en cours de la consolidation avec l'appui technique et financier du programme des Nations unies pour la développement vise à renforcer la résilience des communautés locales, particulièrement celles qui sont exposées », a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault, coordinatrice technique de la Commission climat bassin du Congo.

La ministre Arlette Soudan-Nonault a également articulé sur l'importance d'une coopération internationale renforcée, soulignant que les efforts locaux doivent être soutenus par des partenariats régionaux et globaux. « La gestion des catastrophes naturelles ne concerne pas uniquement les gouvernements, mais aussi les communautés locales, la société civile ainsi que les secteurs privés. Il est important que nous travaillions ensemble pour identifier les vulnérabilités, anticiper les crises et protéger les démunis », a-t-elle souligné.

Afin de relever les défis engendrés par les risques de catastrophe, la ministre a réaffirmé l'engagement du Congo à poursuivre ses efforts pour approuver les pratiques durables. Elle a annoncé une série de mesures qui seront mises en place dans les prochains mois, notamment la création du programme éducatif axé sur le renforcement des systèmes d'alerte précoce pour les catastrophes naturelles.

Fortuné Ibara

SANTÉ

Les comités locaux s'activent pour améliorer les soins de proximité

Les Comités de santé (Cosa) des districts sanitaires de Makélékélé et Talangai ont récemment été renouvelés, dans le cadre d'un programme visant à améliorer l'accès aux services de santé de qualité. Composés des sensibilités sociales, les Cosa contribuent à l'animation des Centres de santé intégrés (CSI).

La gestion des CSI est fondée sur une approche communautaire associant les Cosa et l'équipe technique représentée par le personnel soignant. Les membres des Cosa sont associés à la gestion des ressources affectées ou générées par les CSI. Leur rôle est primordial en période de risque épidémiologique, notamment pour assurer les campagnes de prévention ou de vaccination, de distribution des kits sanitaires.

Les trois CSI du district sanitaire de Talangai, le sixième arrondissement de la capitale, sont dotés chacun d'un bureau de Cosa. Les membres des CSI de « Maman Mboualé », « Marien-Ngouabi » et « Fleuve Congo » ont été élus, le 10 octobre pour une durée de trois ans. Le même rituel a été observé, le 14 octobre, pour la désignation des nouveaux membres des Cosa des CSI de « Ngassa-Mayoma », « Terinkyo » et « Jean-Taty », situés dans le district sanitaire de l'arrondissement 1 Makélékélé.

Les deux districts sanitaires sont aux prises avec de nombreux cas de paludisme, notamment chez



Les membres des Cosa de Talangai

les enfants. La participation des comités locaux est, en effet, attendue pour l'amélioration de l'accès aux soins de proximité. « La première pathologie que nous enregistrons, c'est le paludisme. C'est la première cause de consultation dans nos centres de santé. Après le paludisme vient la grippe, les

infections génitales, quelques dermatoses et la vaccination des femmes enceintes. Mais nous sommes confrontés à des difficultés inhérentes surtout au matériel médicotechnique et en médicaments. Les Cosa, c'est ce que nous voulons pour suivre ce qui se passe dans les CSI », a indiqué Norbert Landzi,

chef de CSI « Fleuve Congo ». Ses collègues du district sanitaire de Makélékélé reçoivent plus souvent parmi les cas le paludisme et les dermatoses. Des cas de malnutrition et d'infections génitales sont régulièrement traités dans ces aires de santé, comme en témoigne le Dr Lypsia Bassissila, méde-

cin-chef du même district sanitaire. « Nos centres de santé fonctionnent normalement 24h/24 et 7j/7 avec toutes les stratégies mises en place, à savoir la prise en charge du paludisme chez les enfants âgés de 0 à 15 ans », a assuré le médecin.

Retenons que la restructuration des comités locaux est officialisée par le décret de 2020 (n°2020-553), en favorisant l'implication des acteurs de la société civile dans la gestion du système sanitaire national. Dans cette optique, l'Observatoire congolais des droits des consommateurs a réalisé une étude en 2018 qui a permis de constater de nombreuses failles du système, dont la faible participation de la société civile et des communautés bénéficiaires dans la gestion des CSI. Grâce à un financement de plus de 26 millions FCFA de l'ambassade de France au Congo, l'Observatoire est engagé dans le processus de restructuration de douze comités de santé dans cinq districts sanitaires du pays.

Fiacre Kombo

« Nos centres de santé fonctionnent normalement 24h/24 et 7j/7 avec toutes les stratégies mises en place, à savoir la prise en charge du paludisme chez les enfants âgés de 0 à 15 ans »

CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN STATISTIQUE

Le budget 2025 estimé à plus de deux milliards FCFA

Le comité de direction du Centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP), présidé par Gabriel Batsanga, a adopté, le 10 octobre, à Brazzaville le budget 2025 arrêté à la somme de 2 130 731 568 FCFA.

Le comité de direction du CNFSDP, organe d'orientation et d'administration, a examiné et validé, entre autres, le rapport d'activités 2024 au 30 septembre 2024, le rapport du budget au 30 septembre 2024, le programme d'activité 2025, le budget 2025 et l'accord d'établissement du centre. Outre le budget, les membres du comité de direction du CNFSDP ont aussi approuvé l'accord d'établissement, le règlement intérieur, le programme d'activités 2025, le projet d'organisation du premier concours d'entrée au CNFSDP, le plan stratégique ainsi que le règlement financier. Par ailleurs, le comité de direction a également pris acte du plan de développement stratégique du centre qui devrait connaître dans les jours à venir quelques légères modifications. Ladite session a également permis d'établir un cadre opérationnel de l'institution, de présenter les membres

du comité de direction, de clarifier les rôles et leur responsabilité. Les membres du comité de direction ont lancé un appel à la coopération internationale, notamment avec des institutions similaires à travers le continent africain afin d'approfondir le partage de connaissance et d'expériences dans les domaines de la statistique et de la planification. Au cours de la cérémonie, les responsables du CNFSDP ont exprimé leur engagement à faire de ce centre un levier de développement pour le Congo et la sous-région d'Afrique centrale. Avec des projets déjà en préparation, le CNFSDP accueillera les premiers apprenants dès janvier 2025. « Nous sommes très heureux de voir les jeunes qui vont bientôt regarder leur centre ouvrir les portes. Pour l'année prochaine, la principale activité, c'est l'exécution du bâtiment où nous sommes, qui sera mise

en place par le gouvernement en partenariat avec la Banque mondiale », a affirmé Johs Stephen Yoka Ikombo, directeur général du CNFSDP.

Le concours d'entrée audit centre, dont les dates sont prévues pour les 2 et 3 novembre de cette année, concerne les étudiants et les travailleurs. « En ce qui concerne les modalités de participation au concours d'entrée au CNFSDP, il s'agit pour les candidats et élèves qui ont le bac C,D,E,F et ceux qui ont 22 ans et plus jusqu'à la date du 31 décembre 2024 ». Rappelons que la tenue de cette première session inaugurale du comité a marqué le passage du Centre national d'application en statistique et planification, qui a été créé en 1983, au Centre national de formation en statistique, démographie et planification, créé par la loi numéro 18-2023 du 27 mai 2023.

Fortuné Ibara

AFRIQUE

Le président américain se rendra début décembre en Angola

Joe Biden avait promis de se rendre en 2023 en Afrique, mais le voyage n'a pas eu lieu.

Le premier déplacement du président Biden en Afrique sub-saharienne se fera la première semaine de décembre a indiqué la Maison Blanche.

L'Angola abrite l'un des plus importants investissements américains dans des infrastructures sur le continent, une voie ferrée reliant le port angolais de Lobito à la République démocratique du Congo et la construction d'un embranchement vers la Zambie.

Les 1 300 km de rails du Couloir de Lobito achemineront sur la côte atlantique des ressources cruciales pour l'économie mondiale - cuivre et cobalt notamment - depuis ces deux pays, riches en minerais mais enclavés. En recevant en décembre son homologue angolais, Joao Lourenço, à la Maison Blanche, Joe Biden avait qualifié ce projet - également soutenu par l'Union européenne - de « plus important investissement américain de tous les temps dans le rail africain ».

Ex-colonie portugaise, le pays lusophone de 37 millions d'habitants est le deuxième exportateur de brut africain, derrière le Nigeria, selon les chiffres de l'Agence internationale de l'Energie.

La rédaction

Des responsables appellent à des efforts collectifs pour résoudre les problèmes de paix et de sécurité

Des experts et des décideurs politiques ont exhorté les pays africains à positionner leur continent comme une force mondiale significative afin de relever les défis actuels et émergents en matière de paix et de sécurité.

Cet appel a été lancé lors de la conférence des ministres africains de la Défense, qui se tient de mardi à jeudi à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, sur le thème « L'Afrique, unie dans la paix, forte dans la sécurité ». Bankole Adeoye, commissaire aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA), a déclaré que le continent africain continuait d'être en proie à des conflits et à l'insécurité, ce qui affecte la vie de millions d'Africains.

« Presque toutes les régions d'Afrique sont témoins de la prolifération de groupes armés, y compris d'insurgés, d'organisations terroristes et de réseaux criminels, qui opèrent désormais au-delà des frontières et,

parfois, défient la souveraineté des Etats membres », a-t-il dit dans une déclaration prononcée en son nom. Pour M. Adeoye, ces risques pour la paix et la sécurité sont à l'origine de diverses menaces dans toute l'Afrique, notamment des déplacements massifs, des violations des droits de l'Homme, l'effondrement de la loi et de l'ordre, ainsi qu'une tendance alarmante aux changements anti-constitutionnels de gouver-

nement.

« Dans un contexte mondial en évolution rapide, l'Afrique doit s'imposer comme une force significative. Pour naviguer dans ce monde complexe et fragmenté, nous devons rester vigilants et proactifs dans la dissuasion des menaces émergentes », a souligné le commissaire de l'UA.

La conférence des ministres africains de la Défense vise à renforcer les cadres de sécurité continentaux et à

favoriser la coopération militaire entre les nations africaines.

Le vice-Premier ministre éthiopien, Temesgen Tiruneh, a fait remarquer que, ces dernières années, les problèmes de paix et de sécurité ont atteint des régions d'Afrique autrefois considérées comme sûres. Il a mentionné le fait que même les pays où règnent la paix et la stabilité connaissent de nouvelles tensions dues à des activités

terroristes, appelant à une réponse unifiée pour faire face à ces menaces croissantes.

La ministre éthiopienne de la Défense, Aisha Mohammed, a déclaré que cette réunion de trois jours visait à renforcer les solutions collectives pour relever les défis actuels et émergents en matière de paix et de sécurité, tout en cultivant des partenariats au sein de l'industrie de la défense en Afrique, en s'inspirant des expériences des pays plus avancés.

Elle a souligné la nécessité pour les pays africains de s'unir pour faire face aux menaces qui cherchent à déstabiliser le continent et à entraver son progrès socio-économique.

Xinhua

« Presque toutes les régions d'Afrique sont témoins de la prolifération de groupes armés, y compris d'insurgés, d'organisations terroristes et de réseaux criminels, qui opèrent désormais au-delà des frontières et, parfois, défient la souveraineté des Etats membres »

ZOOM AFRIQUE

La crise des «e-déchets» s'aggrave

Alors que la demande de gadgets électroniques tels que les téléphones mobiles, les ordinateurs portables et les PC augmente en Afrique, ceci grâce à la hausse des revenus de la classe moyenne, le continent africain est en proie aux déchets électroniques, ou «e-déchets».

Selon des experts, la crise des déchets électroniques en Afrique est préoccupante et qu'elle nécessite des campagnes de sensibilisation énergiques ainsi que des interventions politiques judicieuses.

David Onga're, un responsable de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) au Kenya, estime que la prolifération des téléphones et des ordinateurs usagés en Afrique exacerbe la pollution par les déchets électroniques et endommagement des écosystèmes vitaux tels que les bassins hydrographiques.

Selon lui, des accords internationaux, tels que la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, que de nombreux pays africains dont le Kenya ont signés, pourraient contribuer à renforcer les efforts de gestion des déchets électroniques sur le continent. D'après Statista, une plateforme internationale de données et d'intelligence économique, l'Afrique a produit 3,6 millions de tonnes de déchets électroniques en 2022, contre

2,9 millions de tonnes en 2019. Les pays qui produisent le plus de déchets électroniques sont l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud, tandis que de nombreux autres ne disposent pas de systèmes formels de collecte et de recyclage des produits électroniques usagés.

Selon M. Onga're, le Kenya met en œuvre des réglementations sur la gestion des déchets électroniques et encourage les importateurs et les fabricants à assumer la responsabilité des appareils électroniques tout au long de leur cycle.

«Nous attendons des acteurs clés tels que l'Association des fabricants du Kenya et l'Alliance du secteur privé du Kenya pour qu'ils travaillent sur la collecte et le recyclage durables des déchets électroniques afin de protéger les groupes vulnérables contre les risques sanitaires», indique-t-il.

Le Kenya est membre du Projet africain de la santé environnementale et de la gestion de la pollution, une initiative financée par la Banque mondiale qui comprend un volet de mesures visant à réduire le

fardeau des déchets électroniques sur le continent, rappelle-t-il.

« Nous plaidons pour une approche continentale en matière de gestion des déchets électroniques et nous nous efforçons de faire de l'économie circulaire une réalité », assure M. Onga're, soulignant l'importance de l'investissement dans les infrastructures de soutien pour améliorer la collecte et le recyclage des appareils électroniques obsolètes à travers le continent.

Bien que la production de déchets électroniques par habitant soit la plus faible (2,5 kilos par an en 2019), l'Afrique est en train de devenir une destination majeure pour les gadgets obsolètes, tels que les smartphones et les ordinateurs, en provenance des pays développés.

Le traitement inadéquat de déchets électroniques pose de graves risques de santé publique pour les communautés vivant à proximité des décharges urbaines, car ces appareils mis au rebut contiennent souvent des matériaux dangereux comme le

plomb et le mercure.

Selon Statista, le continent n'a pu collecter et recycler que 0,7% de ses e-déchets en 2022, bien que les efforts déployés pour s'attaquer au problème commencent à porter leurs fruits.

Selon le rapport Global E-waste Monitor 2020, 13 pays africains ont élaboré des cadres politiques et législatifs pour améliorer la gestion des déchets électroniques et atténuer leurs effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine.

Dans un article publié en juin 2023, Richard Munang, ancien directeur adjoint du bureau Afrique du Programme des Nations unies pour l'environnement, a indiqué que l'Afrique transformait progressivement les déchets électroniques en une source d'opportunités économiques.

« Grâce à des stratégies innovantes, l'Afrique transforme ce qui était autrefois une menace pour l'environnement en un trésor d'opportunités économiques, en particulier pour sa population croissante de jeunes », a-t-il dit.

M. Munang a également noté que des pays comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, Madagascar, le Nigeria, le Rwanda et l'Afrique du Sud ont introduit des réglementations pour identifier les principaux acteurs responsables de la gestion des déchets électroniques.

Et d'ajouter qu'une définition claire des acteurs de la chaîne de valeur avait permis aux fabricants, aux importateurs et aux distributeurs d'assumer leurs responsabilités en matière de gestion des produits électroniques usagés.

Un financement durable, des partenariats solides avec l'industrie et l'application des lois ont également amélioré la gestion des déchets électroniques en Afrique, favorisant la croissance d'une économie circulaire qui emploie des jeunes urbains vulnérables.

« L'Afrique peut encore renforcer ses systèmes de gestion des déchets électroniques, créer davantage d'emplois et garantir un environnement plus propre et plus sûr pour les générations futures », a assuré Richard Munang.

L'expérience de la Chine dans la réduction de la pauvreté s'épanouit

Lors d'un séminaire du Forum de coopération agricole Chine-Afrique organisé à Kigali, capitale du Rwanda, l'expert agricole chinois Zhao Ke a présenté avec passion le développement du village de démonstration de la coopération agricole Chine-Zimbabwe au cours des dernières années. A la fin de sa présentation, des applaudissements vigoureux et prolongés ont retenti dans la salle.

En 2019, sous l'égide d'experts agricoles chinois, le village de démonstration de la coopération agricole Chine-Zimbabwe pour la réduction de la pauvreté a été créé à Zvimba, dans la province du Mashonaland occidental. Il s'agit d'un projet pilote pour promouvoir la réduction de la pauvreté dans l'ensemble du pays.

« Pour les ménages pauvres, la préoccupation primordiale est de se nourrir », déclare Zhao Ke, chef de la mission agricole chinoise au Zimbabwe arrivée en septembre 2023.

La mission a fourni aux agriculteurs des graines de maïs, des engrais, des pesticides et du matériel de production et a organisé trois sessions de formation aux technologies agricoles. Après une seule récolte, le rendement du maïs dans le village de démonstration a été

multiplié par plus de dix, passant de 0,45 tonne par hectare à 5 tonnes par hectare, ce qui a permis de résoudre rapidement le problème de la famine. Le groupe d'experts, en appliquant l'expérience chinoise, a encouragé les villageois à s'engager avec leur surplus de céréales dans l'élevage de poulets et de lapins, ce qui est plus rentable.

Après l'éclosion des œufs dans la coopérative agricole du village, les poussins seront vendus au public ou distribués aux éleveurs. Les experts fournissent aussi une assistance technique complète pour la sélection et l'élevage des poulets, l'éclosion, la préparation des aliments, ainsi que la transformation de la viande de lapin.

Avec l'aide d'experts chinois, Gabeil Mabiri, un habitant du village, cultive un hectare de

maïs chaque année, produisant près de quatre tonnes de maïs et élevant 95 lapins. « Je suis vraiment reconnaissant aux experts chinois d'avoir changé ma vie. »

Aucune expérience en matière de développement ne peut être simplement copiée ou appliquée à n'importe quel pays. En fonction des ressources et des habitudes agricoles des différents pays et régions, les experts chinois ont exploré différents modèles de développement adaptés aux conditions locales.

Au Burundi, dans le village Quatre Ninga de la commune de Gihanga, dans la province de Buzanza, les experts chinois ont mis en place un projet pilote de réduction de la pauvreté par la technologie du riz, et ont exploré un modèle d'investissement des fonds productifs

pour promouvoir la culture du riz hybride.

En termes simples, la mission d'experts fournit des fonds pour l'achat de semences, d'engrais et de pesticides, et les agriculteurs restituent ces fonds après la récolte pour la production de la saison suivante, assurant ainsi une sécurité financière pour un développement durable.

Actuellement, le village est entièrement sorti de la pauvreté, et le revenu annuel par habitant est passé de 25 dollars en 2015 à 450 dollars en 2022, ce qui en fait un village modèle national pour le développement du Burundi.

« C'est la mission d'experts chinois qui nous a rendus riches », s'exclame avec enthousiasme un agriculteur burundais. La plupart des agriculteurs du village ont construit

des maisons à deux étages, comme dans les villages aisés en Chine.

Selon des statistiques, depuis 2006, le ministère chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales a envoyé 87 missions agricoles de haut niveau composées de 883 experts dans 36 pays d'Afrique, formé près de 100.000 habitants locaux et transmis près de 1.000 technologies pratiques, apportant ainsi une contribution indélébile au développement agricole et à la réduction de la pauvreté en Afrique.

« Nous sommes prêts à transmettre la technologie, l'expérience et la sagesse chinoises en matière de réduction de la pauvreté en Afrique », déclare Yang Huade, membre de la mission agricole chinoise au Burundi.

TELEPHONIE MOBILE

MTN CONGO PASSE A LA 5G

Le secteur de la téléphonie mobile en République du Congo franchit une nouvelle étape majeure avec le déploiement, en avant-première dans la sous-région d'Afrique centrale, du réseau 5G par MTN Congo. Cette avancée technologique marque une étape importante dans la transformation numérique du pays.

Une conférence de présentation et d'échange sur les enjeux, les innovations et les opportunités de la 5G au Congo s'est tenue le samedi 12 octobre 2024 à Brazzaville, dans un prestigieux cadre de l'hôtel Radisson Blu. L'événement, soigneusement organisé pour refléter l'importance de cette innovation, a rassemblé une audience de qualité composée de personnalités influentes notamment des journalistes locaux et internationaux, des leaders d'opinion, ainsi que des experts issus de divers secteurs.

Dès l'entame, le directeur marketing de MTN Congo, Philippe WAGHA, a eu les mots justes

», a-t-il insisté, ajoutant que la 5G n'est pas une fin en soi, mais « une progression, une inclusion et qu'au-delà de l'ambition commerciale de MTN, l'entreprise mène des actions qui ont un « réel impact social ».

La projection d'une courte vidéo a éclairé l'auditoire sur ce qu'est exactement cette nouvelle avancée technologique. « La 5G est la cinquième génération de la technologie cellulaire ; conçue pour accroître le débit, réduire la latence, améliorer la fluidité des services sans fil... », a-t-on appris.

En ce qui concerne la 5G, a expliqué M WAGHA, il y a trois éléments essentiels, à savoir la



aux connexions sans fil, ... des projections vidéo en direct, des images synthèses 3D, des jeux interactifs, ... pour les entreprises, elle permettra d'accélérer la transformation digitale... La gestion des Data, ... l'Intelligence Artificielle».

Les enjeux et les opportunités de la 5G au Congo ont été développés de façon plus concrète au cours du panel animé par le Dr MOANDA Mandinga Kosso, enseignante, chercheur, à l'Université Marien Ngouabi, le Dr Jean Daniel OVAGA, président des Cliniques SECUREX, et Monsieur Kinvi FOLLY, Directeur technique de MTN Congo.

Ainsi, dans le domaine de l'éducation par exemple, a relevé le Dr MOANDA, les enseignants aussi bien que les apprenants « attendent beaucoup de la 5G », pour la formation, les cours à distance et l'apprentissage sur l'Intelligence Artificielle (IA) etc. « La 5G va nous apporter une connexion ultra rapide. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans le mode de l'enseignement traditionnel où tout se fait dans une salle de classe, aujourd'hui nous avons l'enseignement à distance, l'école connectée etc... », a-t-elle soutenu.

Dans le domaine médical, a fait remarquer le Dr OVAGA, la 5G

devrait permettre de réduire les charges des évacuations sanitaires qui coûtent chaque année au pays près de 153 milliards de F CFA, pour des opérations chirurgicales et autres actes sanitaires à l'étranger. « La 5G est une solution pour permettre au citoyen lambda d'avoir accès à une médecine de qualité à un

WAGHA, la 5G va apporter également de profonds changements dans le traitement rapide des informations et des images. De son côté, M. KINVI, mettant un accent sur les infrastructures, a révélé que le déploiement d'une technologie comme la 5G nécessite d'importants moyens financiers et matériels. Toute-



pour circonscrire l'événement. « La 5G en République du Congo, c'est une réalité », a-t-il déclaré, debout sur un podium, sous une lumière tamisée de jaune et rouge.

« Je remercie l'ensemble des autorités, le staff et les équipes techniques de MTN qui ont travaillé d'arrache-pied à cette excellente réalisation; un travail qui nous a pris pratiquement deux ans », a-t-il souligné, visiblement comblé et satisfait de l'aboutissement heureux de cet ambitieux projet.

« Il y a eu des expériences pilotes dans certains pays... mais le premier pays à lancé de manière effective la 5G est la République du Congo, nous sommes très fiers de porter très haut les couleurs de notre pays et nous célébrons également la qualité des ressources humaines dont nous disposons ici », a souligné M. WAGHA.

« La 5G est une évolution, mais nous préférons dire révolution...

vitesse, la latence (avec l'amélioration de la qualité de l'image, en médecine) et la simultanéité des téléphones. Connectés.

S'agissant des opportunités qu'offre la 5G, une autre projection vidéo nous a montré qu'elles sont multiples et diversifiées. « La 5G de MTN Congo permettra d'améliorer la connectivité des foyers et des entreprises grâce



coût abordable et consolider les relations patients- médecins, l'expertise médicale et l'approche technologique de pointe... Elle permettra le transfert de compétences. En faisant une projection, la 5G sera la base de la médecine robotique et de la chirurgie robotique », a-t-il reconnu.

Pour la presse, a ajouté M.

fois, le grand travail a été réalisé sur ce qui existait déjà et une extension par la suite.

Les trois panélistes, répondant aux questions des journalistes et du public, ont rassuré les uns et les autres sur la qualité, la fiabilité, la sécurité des services de la 5G de MTN Congo. Pour y accéder, l'utilisateur doit disposer de préférence d'un téléphone et d'une Sim compatible et se situer dans une zone couverte par la 5G, pour l'instant Brazzaville et Pointe-Noire.

Une tombola organisée à la fin de cette cérémonie de présentation et de lancement de la 5G en République du Congo, a permis à six gagnants tirés au sort de recevoir gracieusement des téléphones portables neufs 5G. Une fois de plus, MTN Congo vient là de confirmer son leadership dans le secteur de la téléphonie mobile dans notre pays.



AFRIQUE CENTRALE

Vers la redynamisation des acteurs du marché d'électricité

Les ministres du sous-comité technique spécialisé « Energie » du comité technique spécialisé Aménagement du territoire, Transport, Energie et Technologie de l'information et de la Communication de la CEEAC se sont réunis, le 8 octobre, à Sipopo (Guinée équatoriale).

La réunion des ministres qui intervient après celle des experts, tenue du 3 au 4 octobre, a pour objectif principal de redynamiser les principaux acteurs du marché d'électricité en Afrique centrale. Après la projection d'un film sur les vingt ans d'existence du Pool énergétique de l'Afrique centrale (PEAC), les ministres du sous-comité technique spécialisé « Energie » ont assisté à la présentation du rapport de la réunion des experts.

Conformément à l'ordre du jour, les ministres ont suivi la projection par la Direction générale de l'Agence pour le développement et la promotion du projet Grand Inga, (ADPI-RDC) d'un autre film sur le Grand Inga. Ils ont affirmé que « l'ancrage du projet Grand Inga doit être au sein de la Communauté économique des



Une vue des participants/

États de l'Afrique centrale (CEEAC) ».

Pour confirmer leur adhésion, les participants ont instruit le secrétariat permanent du PEAC de développer un cadre régulier de concertation avec la Direction générale de l'ADPI-RDC en vue de promouvoir le projet Grand Inga auprès des Etats membres de la communauté.

Ils se sont penchés ensuite sur l'examen des recommandations de la réunion du segment des experts du sous-comité technique spécialisé «Énergie », notamment sur les dossiers suivants : la Commission régionale de régulation de l'électricité de l'Afrique centrale ; le Centre pour les énergies renouvelables et efficacité énergé-

tique de l'Afrique centrale ; le Pool énergétique de l'Afrique centrale.

Au terme des échanges, les ministres du sous-comité technique spécialisé « Energie » ont soumis aux organes des instances de la communauté l'approbation de la liste des projets prioritaires énergétiques de l'Afrique centrale. Ils ont instruit la

Commission de la CEEAC d'appuyer le secrétariat permanent du PEAC dans l'implémentation de la décision n°08/CEEAC/CCEG/XIX/21 du 30 juillet 2021 relative à la mise en place et au fonctionnement des institutions spécialisées de la CEEA.

Au cours de la cérémonie d'ouverture, trois allocutions ont été prononcées, notamment le mot de bienvenue du maire de la ville de Malabo, Crispin Edjang Nzeng, l'allocution du président de la commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, et le discours d'ouverture du ministre de l'Electricité et des Energies renouvelables de la République de Guinée équatoriale, président du sous-comité technique spécialisé « Energie » de la CEEAC, Don Gervasio Engonga MBA.

Yvette Reine Nzaba

LUTTE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE

Bamako accueille le Forum africain des personnes de petite taille

La deuxième édition du Forum africain des personnes de petite taille se tient, du 14 au 18 octobre, à Bamako au Mali, en vue de lutter contre l'exclusion et d'améliorer la condition sociale des personnes handicapées, selon les autorités maliennes.

Plusieurs pays africains participent à l'évènement, placé sous le parrainage de Toure Lobbo Traoré, ancienne première dame du Mali, autour de la thématique suivante : « Contribuer à l'amélioration des conditions sociales des personnes vivant avec handicap : cas des personnes de petite taille ».

En plus du Mali, les participants sont venus de douze pays : (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Cameroun, la République du Congo, Guinée, Bénin, Liberia, Mauritanie, Niger, Ghana, Togo, Sénégal). La ministre malienne de la Santé, Assa Badiallo Touré, a mis l'accent sur l'adoption de décrets permettant aux personnes handicapées d'accéder à des postes et fonctions de responsabilités. « Cette volonté d'émancipation montre à combien de fois le chef de l'État tient à l'égalité et l'équité entre les fils du Mali », a-t-elle affirmé.

La présidente du Forum africain des personnes de petite taille, Diar-

ra Kady Barry, a rappelé que « ce rendez-vous africain se veut un cadre d'échanges et de plaidoyer auprès des autorités africaines et des bailleurs de fonds sur la situation socioprofessionnelle des personnes de petite taille ». Par la même occasion, elle a encouragé les membres des associations de personnes vivant avec un handicap à vivre pleinement leur handicap. Pour sa part, la vice-présidente de la FEMAPH, Konaté Ina Guissé, a félicité les autorités de la transition pour le choix de quatre personnes vivant avec un handicap à siéger au sein du Conseil national de la transition du Mali.

De son côté, la représentante résidente de l'ONU-Femmes au Mali, Marie Goreth Mizigama, a encouragé les actions de l'association des personnes de petite taille. Pour elle, le forum est « l'occasion d'échanger de façon éducative tout en montrant le rôle de la femme de petite taille dans le renforcement

du développement socio-économique ». Elle a appelé au « strict respect des droits fondamentaux de tout un chacun », en l'occurrence ceux des personnes vivant avec handicap.

Le médecin Colonel Assa Badiallo Touré s'est réjoui de la présence des pays africains qui servira de cadre pour « les propositions concrètes et pérennes » afin « d'informer, sensibiliser et de faire le plaidoyer auprès des gouvernements » pour le renforcement des politiques en faveur des personnes vivant avec handicap.

Le ministre de la Santé et du Développement social a exprimé sa joie et félicité le président de la transition et son Premier ministre d'avoir cru en la capacité intellectuelle et physique des personnes vivant avec handicap avec l'adoption de décrets permettant à celles-ci d'occuper des postes et fonctions de responsabilités.

Y.R.Nz.

AFRIQUE

Tournée de la présidente de l'Inde

La présidente de l'Inde, Droupadi Murmu, est arrivée en Algérie pour une tournée africaine qui se poursuit en Mauritanie et au Malawi.

La visite de Droupadi Murmu est qualifiée d'« historique » par la diplomatie indienne. New Delhi veut incarner une alternative économique pour les pays africains face à la Chine, avec laquelle elle se dispute le rôle de leader des pays du Sud. Cette visite a pour objectif de resserrer les liens avec le continent africain. C'est la première fois qu'un président indien se rend dans ces trois pays.

Il s'agit d'un signal fort envoyé en direction de l'Afrique, après que l'Union africaine a rejoint le G20 en septembre, durant la présidence indienne du club. A Alger, pays dont l'Inde a appuyé l'entrée avortée au sein des Brics, Droupadi Murmu est intervenue lors d'un forum économique bilatéral, aux côtés du président Abdelaziz Tebboune. Son message : les deux pays partagent une amitié depuis l'indépendance algérienne qu'il faut maintenant traduire en relations économiques.

Bien qu'elle bénéficie d'une population liée à l'époque du mouvement des non-alignés, l'Inde est distancée par la Chine en termes de présence sur le continent. Les échanges de l'Inde avec l'Afrique représentaient 90 milliards d'euros en 2023, contre 260 milliards entre l'Afrique et la Chine. L'objectif de l'Inde est de se positionner comme un partenaire plus transparent et inclusif, notamment pour la dette africaine. A cette occasion, la présidente de l'Inde va poursuivre sa tournée africaine en Mauritanie puis au Malawi.

Noël Ndong

INTERNET À HAUT DÉBIT, APPLICATIONS MOBILES, PAIEMENTS EN LIGNE

Comment les sociétés de paris ont influencé la numérisation de l'Afrique

La numérisation de chaque région du monde suit son propre cours. Dans certains pays, les sociétés informatiques ont été le moteur de la transition des technologies analogiques vers les technologies numériques, dans d'autres, les services en ligne. En Afrique, ce rôle est revenu aux sociétés de paris.

En l'absence d'infrastructures bancaires modernes, les bookmakers ont commencé à promouvoir les paiements mobiles. L'utilisation croissante d'applications mobiles pour les paris, les jeux d'argent et les paiements connexes ont incité les sociétés de télécommunications à développer l'internet mobile et les services financiers. D'autres acteurs du marché numérique les ont suivies.

Devenus des acteurs de l'économie mondiale, les bookmakers ont développé et popularisé plusieurs domaines clés.

Technologie mobile et accessibilité à l'internet

Les paris modernes et les jeux d'argent en ligne étant impossibles sans une connexion internet de qualité, les bookmakers ont développé des applications de paris mobiles moins gourmandes en ressources, plus légères et plus sophistiquées.

Les paris sportifs avec les diffusions en direct et les jeux d'argent en ligne ont généré un tel trafic que les sociétés de télécommunications ont dû développer leurs réseaux en Afrique et offert à leurs clients des réseaux de haute qualité et des tarifs attractifs.

**Inclusion financière et paiements numériques**

La disponibilité d'une infrastructure moderne permet aux opérateurs de télécommunications de mettre en œuvre non seulement des services classiques (communication audio/vidéo, internet), mais aussi des solutions financières. C'est pourquoi les trois plus grands services de paiement mobile en Afrique ont été lancés non pas par des banques, mais par l'industrie des télécommunications. Il s'agit de M-Pesa de Vodafone et Safaricom, de MTN Mobile Money (MoMo) du groupe MTN et d'Orange Money d'Orange S.A.

L'alliance entre les opérateurs et les bookmakers donne lieu à des offres avantageuses pour les clients. En particulier, la société de paris 1xBet propose souvent des promotions avec des cashbacks en espèces lors du dépôt de fonds sur le compte de jeu à l'aide d'un ou de plusieurs systèmes de paiement.

Formation technologique et nouveaux emplois

L'activité économique des entreprises numériques entraîne une augmentation des emplois en main-d'œuvre qualifiée. Les Africains ont de nouvelles possibilités d'emploi en particulier

dans le développement de logiciels, l'analyse de données et l'assistance à la clientèle.

Par ailleurs, l'apprentissage des nouvelles technologies renforce les compétences numériques et les revenus des jeunes Africains, qui savent depuis longtemps comment gagner de l'argent en ligne.

Soutenir l'entrepreneuriat numérique

Le programme d'affiliation est l'un des domaines les plus populaires du commerce en ligne et son développement est stimulé par les bookmakers. De nombreux entrepreneurs Internet en Afrique et ailleurs

savent exactement comment gagner de l'argent en ligne. Avec le marketing d'affiliation, les propriétaires de sites d'information, de blogs, de chaînes YouTube, de pages sur les réseaux sociaux ou de groupes dans les messageries ont la capacité d'augmenter leurs revenus en redirigeant le trafic vers des sites partenaires.

Programme d'affiliation**1xPartners**

1xPartners de 1xBet est l'un des meilleurs programmes d'affiliation dans ce secteur.

Les principaux avantages de 1xPartners sont les suivants : des bonus pour les nouveaux affiliés ; un taux de conversion élevé - jusqu'à 40 % des joueurs effectuent leur premier dépôt ; jusqu'à 40% de commission à vie pour chaque joueur enregistré ; des modèles de partenariat RevShare, CPA et hybride ; des paiements de commissions via plus de 200 modes de paiement ; un soutien à la gestion des affiliés. Au sein de 1xPartners, le revenu des affiliés n'est pas limité, puisque le montant de la commission dépend du nombre de joueurs amenés sur la plateforme 1xBet.

La coopération avec 1xPartners reste la meilleure solution pour gagner de l'argent en restant à la maison.

Le service des sports

DISPARITION

L'épouse de Michel Boyibanda s'en est allée

Sabine Valerie Mfere, épouse de Michel Boyibanda, a rendu l'âme le 13 octobre aux environs de 23h au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville des suites d'une crise de diabète.

Quatre jours après la disparition de son époux, Michel Boyibanda dit Vieux Bobo, le 9 octobre, sa femme, Sabine Valerie Mfere, a tiré sa révérence le 13 octobre, à l'âge de 57 ans. Viviane Boyibanda, fille de Michel Boyibanda, explique les circonstances de sa mort et les difficultés que la famille rencontre pour la tenue de ces deux veillées. « Elle avait été amputée de sa jambe suite au diabète, ce qui a fait qu'elle soit hospitalisée

au même moment que son mari. Pendant que le mari était aux urgences, elle était dans une salle quelconque. Quand papa est décédée, nous avons décidé de ne pas l'informer pour ne pas la traumatiser », a-t-elle expliqué.

Concernant l'organisation des obsèques, Viviane Boyibanda exprime sa grande inquiétude : deux personnes sont décédées et les moyens font défaut.

Bruno Zéphirin Okokana



FEUILLETON FÉCOFOOT

La Fifa menace de suspendre le Congo

La Fédération internationale de football association (Fifa) a brandi la menace de suspendre le Congo si, dans huit jours, le comité ad hoc de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) ne libère pas le siège qu'il a occupé et les autres installations de la Fécofoot au profit du comité exécutif reconnu par elle et la Confédération africaine de football.

« Dès lors, à défaut de recevoir sous huitaine une confirmation du secrétaire général de la Fécofoot que les directives ci-dessus ont été mises en œuvre, nous serons dans l'obligation de soumettre le présent cas au Conseil de la Fifa pour considération et prise de décisions idoines y compris une possible suspension de la Fécofoot conformément à l'article 16 des statuts de la Fifa », peut-on lire dans la lettre du 16 octobre signée par Jean Marie Kenny, directeur de la division Associations membres de la Fifa.

La Fifa, qui rétablit le comité exécutif « révoqué » dans ses droits, a en effet invité les acteurs du football membres « du Collectif des membres de l'assemblée générale » et la commission ad hoc, nommée le 25 septembre, à se conformer sans délai à ses directives : « Rendre la possession du siège, du Centre technique d'Ignié et des installations de la

Fécofoot dirigée par Jean Guy Blaise Mayolas et son administration. Abandonner toute démarche tendant à changer les signataires des comptes bancaires de la Fécofoot et/ou remettre les comptes sous le contrôle total des signataires reconnus par la Fifa et la CAF. Il est précisé que l'utilisation des fonds mis à disposition par la Fifa et la CAF est strictement encadrée. Collaborer librement pour permettre qu'en tant qu'association membre de la Fifa et de la CAF, la Fécofoot – qui y est obligée puisse gérer ses affaires de façon sans influence indue de tiers », a recommandé la Fifa.

La Fifa et la CAF sont formelles. Les deux instances considèrent que les résolutions de l'Assemblée générale extraordinaire du 25 septembre, notamment celles relatives à la révocation du comité exécutif de la Fécofoot et la mise en place d'un comité ad hoc

sont irrégulières et « ne peuvent être valables », soulignant des irrégularités manifestes et des violations aux statuts de la Fécofoot. L'inobservation des exigences posées par les dispositions de l'article 24 alinéa 4 des statuts de la Fécofoot, à savoir le vote à bulletin secret et la majorité des 2/3 des suffrages valablement exprimés pour l'adoption d'une motion de révocation a été citée dans la lettre. « Il s'infère de ce qui précède que la Fifa et la CAF ne reconnaissent en l'état actuel que le comité exécutif dirigé par Jean Guy Blaise Mayolas dûment élu par l'assemblée générale de la Fécofoot le 2 septembre 2022 », indique la correspondance.

L'instance faitière rappelle, par ailleurs, qu'une association suspendue ne pourra plus jouir de ses prérogatives liées au statut de membre et qu'il est interdit aux autres associations membres d'entretenir des relations sur le plan sportif avec une association

membre suspendue (Cf. art 16 al.3 des statuts de la Fifa). Le droit de recevoir et /ou disposer des fonds Forward est également remis en cause en cas de suspension. La suspension pour plusieurs années aura de lourdes conséquences pour le football congolais et privera les Diables rouges des moins de 20 ans de leur qualification à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations qu'ils ont obtenue de haute lutte lors du tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) organisé à Brazzaville.

Les Diables rouges locaux sont engagés dans les éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations prévu pour le 1er février 2025. Les Diables rouges auront une double confrontation avec la Guinée équatoriale en décembre pour imiter les juniors. L'équipe fanion joue actuellement les éliminatoires de la CAN Maroc 2025 et les moins de 17 ans se préparent

à disputer le tournoi de l'Uniffac qualificatif à la CAN 2025. Les compétitions des jeunes juniors comme cadets, sont qualificatives à la Coupe du monde des catégories... « A toutes fins utiles, nous rappelons que sous peine, à défaut, de sanctions prévues par les statuts et règlements de la CAF et de la Fifa, la Fécofoot et ses membres doivent observer en même temps les statuts et règlements, les directives et décisions de la Fifa, de la CAF et de ses propres statuts, et notamment l'obligation statutaire de gérer les affaires de manière indépendante, sans influence indue des tiers (Cf. art 14, al, 11 et i) et art 19 des statuts de la Fifa », a précisé la lettre. En réaction à cette note de la Fifa, le comité ad hoc a exprimé sa vive indignation, qualifiant de « partisane et déstabilisatrice » l'attitude de Jean Marie Kenny, directeur de la division Associations membres.

James Golden Eloué

SPORT DE TRAVAIL

L'ARTF du Congo raffle la mise au tournoi préparatoire aux 2^{es} Jeux africains

Les différentes équipes de l'Agence de régulation des transferts de fonds (ARTF) ont remporté cinq coupes, le 15 octobre, à Brazzaville lors des finales du tournoi international du sport de travail. Ce tournoi de la zone Afrique centrale a servi de qualification aux 2^{es} Jeux africains du sport de travail, prévu pour décembre prochain à Dakar.

Le tournoi international préparatoire aux 2^{es} Jeux africains de travailleurs 2024, zone Afrique centrale, qui a été organisé par l'Organisation pour le sport du travail amateur et africain en partenariat avec la Fédération congolaise du sport de travail, s'est déroulé du 12 au 15 octobre à Brazzaville. Les équipes de l'ARTF, dans les différentes disciplines, ont prouvé positivement leur niveau lors de la compétition, dominant leurs adversaires au cours de ce tournoi qui était réservé aux équipes issues de plusieurs pays de la sous-région.

La compétition, qui a réuni de dizaines d'agents des entreprises publiques et privées, a permis à plusieurs équipes des pays de l'Afrique centrale non seulement de se préparer et de se positionner au classement, mais aussi de garantir leur place lors des Jeux africains du sport de travail qui auront lieu à Dakar au Sénégal en décembre 2024.

Le dynamisme, la cohésion, le professionnalisme et la détermination des athlètes de cette structure ont payé sur les différents terrains. Selon les champions, ce sacre marque le retour en force de leur direction en matière de compétitions réservées aux travailleurs puisque l'ARTF ne participait plus aux activités sportives.

Comme dans ces habitudes, l'ARTF à travers son directeur général, Basile Jean Claude Bazebi, n'a pas résigné sur les moyens afin de faire carton plein lors de cette compétition qualificative. Ils ont, en effet, occupé les premières places dans des disciplines



phases, notamment en athlétisme hommes et dames, au basketball, à la pétanque et au futsal. « Nous sommes arrivés au bon port et les œuvres sont palpables. C'est le résultat d'un travail bien préparé par la hiérarchie, particulièrement le directeur général et les autres responsables. Nous avons dominé tous nos adversaires sur le travail grâce à l'unité et la responsabilité de chaque athlète. Cela reflète l'image de l'ARTF », a indiqué l'un des capitaines de cette direction, Eulano Zola. Un autre agent de l'ARTF estime, pour sa part, que les agents de l'ARTF sont au sommet de leur forme de santé puisqu'ils ont observé une rasière lors de cette compétition. Grâce aux

orientations du directeur général, Basile Jean Claude Bazebi, et du comité sportif de l'entreprise. Il a expliqué que les agents de l'ARTF ont désormais les yeux braqués vers le Sénégal. « Nous avons compris les enjeux du sport, puisque sans le sport nous ne pouvons pas être des agents productifs. Nous tendons vers l'unification de la pratique du sport au sein de notre entreprise. Depuis notre retour sur le terrain, nous sommes en train d'évoluer crescendo, puisqu'ici les responsables que nous voyons comme chefs au bureau ne sont pas les mêmes sur le terrain, parce qu'il y a de la convivialité, le partage intergénérationnel et l'harmonie. Cela nous

renvoie toujours aux tâches professionnelles qui consistent à traiter les dossiers ensemble pour un meilleur résultat », a-t-il indiqué.

Les autres équipes comme celles de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) ont occupé la 2^e place au tournoi de football à 11, derrière la formation d'Exaunel (champion). La CNSS et la Banque congolaise pour l'habitat ont respectivement terminé 2^e et 3^e au futsal derrière l'ARTF. Au Nzango, l'équipe des PME de la République démocratique du Congo s'est contentée de la 3^e place, la Direction générale des finances et équipements puis la Direction générale du contrôle budgétaire (Congo) ont respectivement partagé les deux premières

places. Le président de la Fédération congolaise du sport de travail, Alain Romald Atipot, a apprécié l'ambiance qui a prévalu durant cette compétition. Il a déclaré que chaque équipe sort de cette compétition gagnante, puisque l'objectif c'est également la convivialité et l'harmonie entre les participants. Au nom du ministre chargé des Sports et de l'Éducation physique, le directeur des activités sportives, Gin-Clord Samba Samba, a indiqué, avant de clôturer ce tournoi, que le sport contribue certes à l'amélioration du bien-être, mais aussi dans l'amélioration des performances. Notons que les études scientifiques sur le sujet du sport en milieu professionnel démontrent les bienfaits de la pratique sportive sur l'élimination de l'absentéisme, la diminution du stress au travail, la prévention des troubles musculo-squelettiques, la cohésion des équipes, ou encore la productivité de l'entité publique ou privée.

A ce titre, il convient de rappeler qu'il existe au Congo des tournois, des championnats et des ligues sportives en milieu sportif qui, outre les bienfaits retirés par la pratique sportive, favorisent le brassage et le vivre-ensemble entre les travailleurs venus de différents départements et de différentes entreprises. L'équipe d'organisation de cette compétition a mis tout en œuvre pour permettre aux équipes de donner le meilleur d'elles-mêmes dans le but d'aller faire de belles prestations lors des Jeux africains.

Rude Ngoma



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Chargé(e) de Collaboration, Apprentissage, Adaptation (CLA) et Redevabilité

Le Chargé(e) de Collaboration, Apprentissage, Adaptation (CLA) et Redevabilité sous la supervision du Program Quality Manager / MEAL Coordinator aura pour rôle de :

- Apprentissage et gestion des connaissances :
 - Développer et mettre en œuvre une stratégie globale d'apprentissage et de gestion des connaissances au niveau du pays, alignée sur les cadres global et régional de CRS ; Appuyer le PQ Manager dans l'opérationnalisation du système d'apprentissage du CP
- Soutien au suivi et à l'évaluation :
 - Collaborer avec l'unité MEAL pour veiller à ce que les données de suivi et d'évaluation soient utilisées efficacement pour la gestion adaptative et la prise de décision programmatique ; Soutenir le développement et la mise en œuvre d'outils et de méthodologies pour la collecte, l'analyse et la visualisation des données
- Redevabilité :
 - Appuyer les procédures de la mise en place du système intégré de redevabilité de CP (i.e., YouTrack, Commcare et Power BI, etc.) ; Gérer et suivre le système / Plateforme de redevabilité du CP : Système de Mécanismes de Feedback, Plaintes et Réponses Communautaire (MFPR)
- Gestion adaptative :
 - Promouvoir et faciliter l'utilisation des principes de gestion adaptative au sein des équipes de projet, en veillant à ce que les projets soient flexibles et répondent à l'évolution des contextes et aux nouvelles informations.
- Collaboration et engagement des parties prenantes :
 - Favoriser des relations solides avec les principales parties prenantes, y compris les communautés locales, les agences gouvernementales, les ONG et d'autres partenaires.
- Développement de nouvelles propositions de projets :
 - Contribuer à l'élaboration de notes conceptuelles, de propositions et d'autres efforts de développement des activités en apportant un éclairage fondé sur l'apprentissage et les données factuelles.
- Renforcement des capacités :
 - Mener des activités de formation et de renforcement des capacités pour le personnel et les partenaires sur les principes, les outils et les approches de la CLA et la redevabilité ; Encadrer et soutenir le personnel dans l'intégration de la CLA dans son travail quotidien et dans

la gestion du cycle de projet.
Formation, expérience et capacités requises
-Licence en développement international, en sciences sociales ou dans un domaine connexe. Master de préférence.
-Au moins trois ans d'expérience dans le suivi, l'évaluation, la responsabilisation et l'apprentissage (MEAL) ou dans des fonctions connexes, de préférence dans le secteur du développement ou de l'aide humanitaire.
-Expérience avérée dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et d'approches en matière de CLA.
-Solides compétences en matière d'analyse et de réflexion critique, avec la capacité de synthétiser des informations complexes et de les communiquer efficacement à divers publics.
-Capacité avérée à faciliter l'apprentissage et le partage des connaissances lors d'événements et d'activités.
-Compétences démontrées en facilitation de formations et en renforcement des capacités.
Dossier de candidature devra comporter :
-Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
-Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
-Les copies certifiées des diplômes
-Certificat de travail / attestation d'employeur
-Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité
doit parvenir au plus tard le 30 octobre 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Chargé(e) de Collaboration, Apprentissage, Adaptation (CLA) et Redevabilité » ou encore par le biais de l'ACPE.
Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.
Représentant Résident



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute Stagiaire _Assistant (e) de la Responsable Marketing et Communication CRS Congo

Le Stagiaire _Assistant (e) de la Responsable Marketing et Communication CRS Congo sous la supervision du Responsable Marketing et Communication (MarCom) CRS Congo aura pour rôle de :

- Appuyer à l'élaboration des plans de communication et des messages clés adaptés aux différents projets de CRS, selon les diverses cibles.
- Appuyer le développement des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour le changement de comportement sociaux sur les réseaux sociaux, et autres médias possibles selon les projets CRS et les objectifs spécifiques des projets.
- Apporter un appui à la Responsable MarCom dans le soutien en matière de Communication aux différents projets du CP.
- Apporter un appui dans la conception et la mise en place en place des outils de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des activités de communication et de changement de comportement social.
- Concevoir des supports de communication adaptés à la culture et convaincants, notamment des brochures, des affiches, des vidéos et du contenu pour les médias sociaux, pour communiquer avec les différentes audiences du CP
- Sous la supervision de la Responsable MarCom et en collaboration avec les points focaux MarCom des projets, appuyer à la conception et la production de matériels MarCom des projets qui sont créatifs et convaincants, tels que des récits, histoire de succès, galerie photos, vidéos, fiches d'information projets, fiches d'apprentissage, étude de cas etc...
- Aider à la création de contenu pour les espaces publics de communication de CRS (News Paper). Formation, expérience et capacités requises
- Diplôme universitaire en communication, sciences sociales, santé publique ou dans un domaine similaire.

- Une expérience professionnelle d'au moins 1 an (un stage antérieur dans la communication pour le développement, la promotion de la santé ou le changement de comportement sera un atout).
- Capacité à travailler de manière autonome et en équipe,
- Langues requises - Excellent niveau de français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'anglais serait un avantage mais n'est pas obligatoire. La connaissance des langues locales est un atout.
- Dossier de candidature devra comporter :
 - Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
 - Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
 - Les copies certifiées des diplômes
 - Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

doit parvenir au plus tard le 30 octobre 2024 à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « Stagiaire MARCOM » ou encore par le biais de l'ACPE.
Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.
Représentant Résident

PROGRAMME DES OBSÈQUES



Les familles Eyala et Antsouala informent les parents, amis et alliés que les obsèques de leur fille et nièce : Eyala-Massalo Virginie Prune, épouse Nianga Okandze, auront lieu ce samedi 19 octobre 2024, selon le programme ci-après.

- 9 h 00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
- 10 h 00 : recueillement au lieu de la veillée (aux environs du lycée Thoma-Sankara) ;
- 13 h 00 : départ pour la mise en terre au cimetière Bouka VIP ;
- 17 h 00 : fin de la cérémonie



Vente villa au quartier Impreco d'une superficie de 400 m², située en face de l'ex usine Impreco comprenant deux appartements, un studio en annexe et un espace boutique.
Prix : 55 millions à débattre
Contacts : 05- 670- 13- 57 / 06-669-78-39

Domaine à vendre à Ngamibakou situé sur la voie goudronnée de la nationale N° 1, comprenant 27 parcelles de 400 m² chacune, 15 arbres fruitiers, une maisonnée, une savane proche de la rivière.
Prix : 25 millions à débattre
Contacts : 05- 670- 13- 57 / 06-669-78-39



**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



Domaine à vendre situé à Madibou derrière l'arrêt faubourg à 150 mètres du goudron de la nationale N° 1, terrain d'un hectare comprenant des arbres fruitiers, une surface pisciculture, un puits, une fondation d'une maison ;
Prix : 14 millions à débattre.
Contacts : 05- 670- 13- 57 / 06-669-78-39

ELIMINATOIRES CAN 2025

Le Congo se neutralise avec l'Afrique du Sud

Les chances des Diabes rouges à valider leur ticket pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN), Maroc 2025, ont été compromises, le 15 octobre au stade Alphonse-Massambat-Débat, lors de leur match nul 1-1 face aux Bafana-Bafana d'Afrique du Sud.

La confrontation entre le Congo et l'Afrique du Sud comptant pour la quatrième journée des éliminatoires a clairement déterminé la trajectoire que suivra la sélection congolaise dans la suite du processus de qualification. Ce match nul permet certes au Congo de conserver sa troisième place, mais réduit drastiquement ses chances de qualification. Avec 4 points, le Congo est toujours 3e derrière l'Afrique du Sud (8 pts) et l'Ouganda (10 pts). Le Soudan du Sud traîne à la dernière place avec 0 pt.

Bien avant l'entame du match, la sélection congolaise affichait une attitude positive. Poussés par le public, venu très nombreux assister et participer à la victoire des onze national, les joueurs ont donné le meilleur d'eux-mêmes durant tout le match. Sur le plan collectif, l'équipe a largement répondu aux attentes et même fait mieux, selon certains



supporters, mais quelques erreurs individuelles et des mauvaises appréciations de l'arbitre ont cloué l'espoir de toute une nation.

Le Congo a, en effet, joué sans complexe ni pression. Après l'ouverture du score par l'attaquant de l'Afrique du Sud,

Mokwana, les Congolais ont continué de dérouler leur schéma de jeu. La confiance a gagné les joueurs et des milliers de supporters sur les gradins. Un but du Congo a été refusé, à la 28e minute, pour hors-jeu. Quelques minutes ont suffi aux Congolais

pour égaliser, puisqu'à la 47e minute, Mons Bassouamina a mis en difficulté le célèbre gardien Sud-Africain Ronwen Williams ainsi que sa défense à travers une action de balle au pied. La ténacité de Harvy Ossete et Berlhod Mbemba a donné plus de tonus à la de-

fense centrale dirigée par le trio Lois fauriel, Bryann Passi et Yhoan Andzouana. Le gardien Trey Vimalin, qui a été lancé pour la première, a fait ses preuves lors des duels avec les attaquants Sud-Africains et rassuré ses coéquipiers en maîtrisant totalement sa zone de compétence.

Malgré le dynamisme et la volonté des joueurs et du staff technique de remporter cette rencontre décisive, le rêve des Congolais de participer à la CAN s'amenuise, puisque l'écart des points se creuse au profit des autres équipes. Le sélectionneur Isaac Ngata estime qu'il n'est pas nécessaire de se lamenter, mais il faut revoir les failles et travailler davantage afin de préparer efficacement les prochaines échéances. Il a, par ailleurs, apprécié le fait que les joueurs ont respecté les consignes puisque le système de jeu présenté le 15 octobre a clairement mis à mal la nation arc-en-ciel.

Rude Ngoma

CAN 2025

Les résultats de la 4^e journée des éliminatoires

Groupe I

Le Mozambique et le Mali font course en tête avec 8 points chacun, rendant déjà épique leur duel de la 5e journée.

Avec 4 points, la Guinée-Bissau est 3e.

Eswatini-Mozambique :

0-3 (0-2)

Buts : Dominguês (11e), Rafito (41e) et Geny Catamo (59e) pour le Mozambique

Guinée Bissau-Mali : 0-0

Classement

1) Mozambique, 8 pts, 2)

Mali, 8 pts, 3) Guinée Bissau, 4 pts, 4) Eswatini 1.

Groupe G

Belle opération de la Zambie qui reste dans la roue des Ivoiriens, défaits par la Sierra Leone. La Lone Star n'a pas dit son dernier mot.



Kennedy Musonda, buteur zambien contre le Tchad à Yaoundé (FAZ)

Tchad-Zambie : 0-1 (0-0)

But : K.Musonda (70e)

pour la Zambie

Sierra Leone-Côte

d'Ivoire : 1-0 (0-0)

But : A.Bakayoko (85e)

pour la Sierra Leone

Classement

1) Côte d'Ivoire, 9 t, 2) Zam-

bie, 7 pts, 3) Sierra Leone, 4 pts, 4) Tchad, 2 pts.

Groupe H

En faisant le plein de points contre la Tanzanie, la RDC est assurée de ne pas surveiller le fleuve en 2025.

Deux fois victorieuse de



Les Palancas Negras peuvent rugir de plaisir: l'Angola sera bien à la CAN 2025 (FAF)

l'Ethiopie, la Guinée-Conakry devra se battre jusqu'au bout avec la Tanzanie.

Tanzanie-RDC : 0-2 (0-0)

Buts : Meshack Elia (87e et 90e)

Ethiopie-Guinée : 0-3

(0-3)

Buts : Guirassy (16e et 23e sur penalty) et A.Touré (19e) pour la Guinée

Classement

1) RDC, 12 points, 2)

Guinée, 6 pts, 3) Tanzanie, 4 pts, 4) Ethiopie, 1 pt

Camille Delourme

XXIV SETTIMANA DELLA LINGUA ITALIANA NEL MONDO
14-20 ottobre

**L'italiano e il libro:
il mondo fra le righe**

Librairie les Manguiers
Brazzaville, 18 octobre 2024 Sous le patronage du
Ministère de l'industrie Culturelle, touristique,
artistique et loisirs

#SLIM2024

EN VENTE

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

ÉMILE GANKAMA
À la vie bel hommage

Juste Désiré MONDELE
Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo
Discours et activités menées (2022-2023)
Préface de Florent TSIBA

Émile Gankama
La Cité d'attache du vieux port
Roman

Armand Claude ABANDA
Fils de Prêlat
Roman

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA
L'art oratoire chez les Ambosí

Hérissonne Payima Lombobo
Les organisations internationales de l'Afrique centrale
Recueil de textes
Préface du Professeur Aïssane SALL

Sarah, ma belle-cousine
Hervé Djombo

L'improbable destin de Lundala
Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vita
LEANDRE MODILO

Raoul Maixent OMINGA
La transition énergétique en République du Congo : Problèmes et perspectives

Guy MENGA
La marmite le Koka-Mbala
Grand prix du concours interafricain 1967
Théâtre

SOLUTION :
Le mot-mystère est : ÉPOUVANTAIL

C	H	A	T	O	N		E	T	E
A	U	R	A		A	U	T	A	N
C	R	U		E	N	N	U	I	
H	O	M	A	R	D		D	E	R
O	N		G	E	O	L	E		U
T		M	I		U	E		A	B
	T	A	R	E		P	A	R	A
C	R	I		T	A	R	Z	A	N
H	O	N	T	E		E	U	S	
A	N		R	I	Z		R	E	A
H	E	R	O	N		C	E		G
U		A	U	T	E	L		N	E
T	A	T	E		T	E	N	U	E

Z	A	E	C	O	P							
C	O	N	D	I	T	I	O	N	N	E	L	
M	U	R	I	N	C	A	L	I				
O	B	L	I	G	A	T	O	I	R	E		
I	A	R	G	E	N	T	V	A				
D	E	N	T	I	E	R	P	E	T			
	A	I	S	S	E	L	L	E	L			
C	I	N	Q		S	I	E	R	R	A		
C	A	U	C	A	S	E	S	A	S			
D	E		E	R	R	E	R	A	I	T		
B	U		A	I	R	A	L	E	S			
D	E	L	I	B	E	R	E	R	E	R	L	A
R	E	V	E	L	E		A	I	L			
O	G	M		S	L	A	L	O	M	E	S	
S	A	C		E	C	U	M	E	R	A		

• SOLUTION DE LA GRILLE N°209 •

9	3	8	1	5	2	6	4	7
1	4	7	8	9	6	5	2	3
5	6	2	7	4	3	9	8	1
7	8	9	5	6	1	4	3	2
6	2	1	4	3	9	8	7	5
3	5	4	2	7	8	1	6	9
4	9	3	6	1	7	2	5	8
8	7	6	9	2	5	3	1	4
2	1	5	3	8	4	7	9	6

• SOLUTION DE LA GRILLE N°222 •

9	2	8	6	5	3	1	4	7
7	1	3	9	8	4	6	5	2
6	5	4	7	2	1	9	8	3
4	6	7	5	3	9	2	1	8
3	9	5	8	1	2	7	6	4
1	8	2	4	7	6	5	3	9
5	4	6	3	9	7	8	2	1
2	3	9	1	6	8	4	7	5
8	7	1	2	4	5	3	9	6

MOTS CASÉS 10X13 • N°220

- 2 LETTRES**
EN - ES - ET - IE - NE - UT
- 3 LETTRES**
ECU - EPI - ETE - GUE - NEE - NEF - OSA - PEU - RUE - TUF
- 4 LETTRES**
ACTE - EPEE - ETAI - ETAU - ETRÉ - NUÉE - PEUR - REIN - ROSE - SAUF
- 5 LETTRES**
AEREE - AGENT - BEANT - CABOT - ERRER - EUTES - FANGE - GIBET - HERON - NOUES - OASIS - OFFRE - ORAGE - REJET - SAOUL - TALON - UNITE - USEES
- 6 LETTRES**
IGNORA - OUTREE - ROSSER - RUSTRE - THEIER - TRAIRE

EROLKLOFOEHNLED
ITMAMBOENGGICE
DPTERGBMRLSRTOD
NHOEILOABIUCIRA
OOITPANUFRAEGCB
RQSSAIOFDCICEEU
RUFITDLAHRNCIMA
AEUGNEUAASOTIVE
GPTITRLVGIGNEEL
OOAPAOANNESRRA
UIDTNI GIRBUTAF
RXELLKDVAKTDSNA
DESTINNLACAUDR
EREVIGORANTKLAR
ROGNONMFELBUORD

- ARRONDI
- FOLKLORE
- MONDIAL
- AUBADE
- FUTAIE
- PHOQUE
- AVARIE
- GALIPETTE
- PIGISTE
- BEGONIA
- GARNISON
- RAFALE
- CACHALOT
- GOUDRON
- REVIGORANT
- CIGOGNE
- GOURDE
- ROGNON
- COING
- GRANIT
- ROUBLE
- DAURADE
- KAKI
- SIFFLET
- DESTIN
- LAIDERON
- SUDOKU
- DOUBLON
- LITIGE
- TAPIR
- ECORCE
- LOMBRIC
- VERANDA
- EPOUX
- LUSTRE
- VICAIRE
- FACTURE
- MAMBO
- VINGT
- FOEHN
- MINERAL
- VIKINGS

• SUDOKU • GRILLE N°210 • DIFFICILE •

2		4	6		3
5		2	7		8
	3			2	
	9	7	8	5	
8					9
	1	3	9	4	
	6			1	
8		9	1	6	
7		6	3		5

• SUDOKU • GRILLE N°223 • FACILE •

	1	8	7	4			
	4			1	9	7	6
	3		2	5			8
	9	6			7		2
8				7			1
4	1				3	5	
3			4	8		1	
1	8	4	9				2
				6	3	8	9

DISPARITION

Décès à Paris de “Beethoven” Henri Germain Yombo

L'un des grands promoteurs de la musique congolaise en particulier et africaine en général, “Beethoven” Henri Germain Yombo, a rendu l'âme le 16 octobre à Paris en France des suites d'une longue maladie à l'âge de 64 ans.

Né à Makoua dans le département de la Cuvette, le 29 décembre 1960, “Beethoven” Henri Germain Yombo s'est lancé dans la production musicale dans les années 1970. Amoureux de la musique, il a débuté ses productions scéniques au bar Bouya à Poto-Poto dans le troisième arrondissement de Brazzaville, avec quelques artistes parmi lesquels Papa Wemba, Evoloko Jocker, Fernand Mabala et, un peu plus tard, Koffi Olomide, et autres. Très ingénieux, “Beethoven” Henri Germain Yombo, promoteur de GPY, créa des concepts majeurs dans les domaines musicaux, artistiques et culturels. Il s'agit des concepts ci-après, “Les Sanzas de Mfoa- Trophée des créateurs”, un concept initié pour combler le vide constaté en République du Congo en la matière ; “La Nuit du Congo à ...”, dont la première édition a eu lieu en septembre 2006 à Paris et Clivio (Italie), est un concept qui obéit au triptyque : promouvoir et vulgariser l'identité culturelle du Congo dans le monde ; accompagner la diplomatie de l'État et projeter une image positive du pays

à l'étranger ; et enfin Festival Couleurs du Congo “Festico-co”. Créé en 2008, il se veut être à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance, un moment où les rythmes et danses du terroir forts de leurs décibels se découvrent et s'interpénètrent. La dernière grande activité qu'elle a organisée est la dix-neuvième édition des Sanzas- le Trophée des créateurs, qui a eu lieu le 14 janvier 2023. Au cours de cette édition, il avait décerné des prix aux dix acteurs culturels dans différentes catégories. Malheureusement “Beethoven” Henri Germain Yombo n'a pas pu mettre en exergue le programme du Groupe Pella Yombo qu'il avait débattu pour l'année 2023. ”

Les Congolais saluent l'implication de Beethoven pour le rayonnement de la culture

A l'annonce de son décès, les Congolais pour la plupart ont salué son implication pour le rayonnement de la culture congolaise. C'est le cas



L'illustre disparu “Beethoven” Henri Germain Yombo/DR

de son ami et frère de tous les temps, le député Ferréol Constant Patrick Gassackys, ancien commissaire général du Fespam, qui a exprimé son dépit, son désarroi et sa tristesse, parce qu'il était pour lui un ami, un frère. « Je ne garde que de bons souvenirs d'Henri Germain Pella Yombo, communément connu sous le sobriquet de Beethoven. Je l'ai souvent eu au téléphone, je le sentais malade, il a souffert pendant plus d'une année. Il me disait qu'il était presque à la fin de son traitement et comptait bientôt rentrer. Malheureusement, c'est cette triste nouvelle qu'on apprend. », a-t-il fait savoir. Ferréol Constant Patrick Gassackys a reconnu aussi que Beethoven a marqué les arts et les lettres. C'est pour cela qu'il a été décoré par le président de la République en 2018 au titre de “Grand Officier dans l'Ordre du dévouement congolais”.

Bruno Zéphirin Okokana

FORUM REPATS CONGO 2024

Apport des chefs d'entreprises des Congolais de l'étranger

Pour ce Forum du 18 octobre à Brazzaville, les chefs d'entreprises des Congolais de l'étranger accompagnent cette initiative : l'apport d'EMS Negoce

À en croire les organisateurs, le Forum REPATS Congo constitue une plateforme dédiée à l'engagement des émigrants congolais et leur descendance, qui vivent hors de leur pays natal ou du pays de leurs parents, sur une base temporaire ou permanente, tout en conservant des liens affectifs et matériels avec la République du Congo. Dans le cadre du développement économique, l'objectif principal est de créer un espace d'échanges, de collaboration et d'opportunités d'investissement pour les membres de cette diaspora et les amis de la République du Congo, d'où l'accompagnement des chefs d'entreprises des Congolais de l'étranger.

Ce concept de l'émergence de REPATS est soutenu et sponsorisé en grande partie par les hommes et les femmes d'affaires de la diaspora. C'est le cas d'EMS Negoce d'Edwige Yombi Sitou, entreprise basée à Roissy-Charles-de-Gaulle, spécialisée dans le soutien aux populations africaines en matière



Edwige Yombi Sitou

de recherche de matériels, équipements, et fournitures agricoles. Cette entreprise exerce également une activité de conciergerie et offre un service complet pour

les clients de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon et de la Côte d'Ivoire, en prenant en charge les commandes et en

garantissant des livraisons ponctuelles selon des conditions de vente rigoureusement définies. Edwige Yombi Sitou, la directrice d'EMS Negoce, tout en soutenant la tenue du Forum, fera le témoignage de son parcours dans le monde de l'entrepreneuriat en tant que chef d'entreprise opérant entre l'Europe et l'Afrique. Elle a débuté après une solide expérience professionnelle en occupant des postes d'assistante commerciale et marketing dans un grand groupe comptant près de 6 000 employés. Par la suite, elle acquiert une expérience internationale précieuse. Forte de cet acquis, elle choisit, sous l'impulsion de ses trois frères, de créer sa propre structure. Ces derniers l'encouragent à s'émanciper professionnellement et à se lancer dans l'entrepreneuriat. EMS, acronyme d'Edwige, Emmanuel, Maxime et Magloire Sitou, voit ainsi le jour, symbolisant une ambition familiale portée par des valeurs d'indépendance et de

travail acharné. Les débuts ne sont pas simples. Dans un secteur à prédominance masculine, elle doit prouver ses compétences et sa détermination. Rapidement, elle parvient à s'imposer et attire une clientèle, majoritairement masculine, qui lui fait confiance pour la fourniture de matériels et équipements techniques. Cette confiance s'est aussi étendue, depuis, à une clientèle féminine qu'elle aborde avec les mêmes efficacité et rigueur. Particulièrement attachée à l'idée de la co-construction du Congo, elle participera au travail de recensement des Congolais de la diaspora prêts à investir dans leur pays d'origine, avec l'espoir d'aider à structurer les initiatives économiques comme l'ont fait les communautés ouest-africaines. En tant qu'actrice engagée, Edwige est prête à apporter sa contribution à l'édification d'un Congo plus fort et plus prospère.

Marie Alfred Ngoma